



AUDIT

MJC DES ARTS DE BLAGNAC

2, rue de la Croix Blanche
31700 BLAGNAC

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2023

MJC DES ARTS DE BLAGNAC

Association Loi 1901

Siège social :

2, rue de la Croix Blanche

31700 BLAGNAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE
A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2023**

BGH EXPERTS & CONSEILS

Société de Commissariat aux Comptes

4, rue Isaac Newton

31830 PLAISANCE-DU-TOUCH

A l'assemblée générale de l'association **MJC des Arts de Blagnac**,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale de l'association **MJC des Arts de Blagnac**, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

2.1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes 5.1 « Subventions reçues et fonds dédiés » et 5.2 « Subventions d'exploitation » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des subventions. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons examiné les modalités d'enregistrement des subventions ainsi que celles retenues pour leur prorata, et nous nous sommes assurés que les notes 5.1 et 5.2 de l'annexe fournissent une information appropriée.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels figure dans l’annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Plaisance-Du-Touch, le 5 janvier 2024

BGH EXPERTS & CONSEILS

représentée par

Angélique REBELO
Commissaire aux Comptes

ANNEXE - Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Période du 01/09/2022 au 31/08/2023

Présenté en Euros

ACTIF

Exercice clos le
31/08/2023
(12 mois)Exercice précédent
31/08/2022
(12 mois)

	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	798,04	798,04				
Immobilisations corporelles						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	103 261,85	75 860,16	27 401,69	6,03	9 479,76	2,17
. Autres immobilisations corporelles	23 752,16	21 812,08	1 940,08	0,43	1 682,17	0,39
Immobilisations financières						
. Autres titres immobilisés	15,00		15,00	0,00	15,00	0,00
TOTAL (I)	127 827,05	98 470,28	29 356,77	6,47	11 176,93	2,56
ACTIF CIRCULANT						
Créances						
. Autres	24 737,58		24 737,58	5,45	29 445,27	6,75
Disponibilités	395 615,24		395 615,24	87,13	390 448,67	89,51
Charges constatées d'avance	4 325,77		4 325,77	0,95	5 156,32	1,18
TOTAL (II)	424 678,59		424 678,59	93,53	425 050,26	97,44
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	552 505,64	98 470,28	454 035,36	100,00	436 227,19	100,00

Période du 01/09/2022 au 31/08/2023

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/08/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/08/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau	313 193,72	68,98	292 838,42	67,13
Excédent ou déficit de l'exercice	32 143,68	7,08	20 355,30	4,67
Situation nette (sous total)	345 337,40	76,06	313 193,72	71,80
TOTAL (I)	345 337,40	76,06	313 193,72	71,80
FONDS REPORTES ET DEDIES				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour charges	6 500,92	1,43	7 247,18	1,66
TOTAL (III)	6 500,92	1,43	7 247,18	1,66
DETTES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18,68	0,00	18,48	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 403,54	7,36	36 546,65	8,38
Dettes fiscales et sociales	9 111,82	2,01	14 663,95	3,36
Produits constatés d'avance	59 663,00	13,14	64 557,21	14,80
TOTAL (IV)	102 197,04	22,51	115 786,29	26,54
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	454 035,36	100,00	436 227,19	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

Période du 01/09/2022 au 31/08/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice clos le
31/08/2023
(12 mois)Exercice précédent
31/08/2022
(12 mois)Variation
absolue
(12 mois)

%

	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	117 261,25		98 226,32		19 035	19,38
Ventes de biens et services						
- Ventes de prestations de services	10 704,50		13 409,50		-2 705	-20,16
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	349 844,67		329 445,54		20 399	6,19
- Ressources liées à la générosité du public						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	1 698,86		1 786,11		-88	-4,92
Autres produits	7,46		23,79		-16	-69,56
Total des produits d'exploitation (I)	479 516,74		442 891,26		36 625	8,27
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Autres achats et charges externes	291 170,27		263 982,72		27 188	10,30
Impôts, taxes et versements assimilés	2 300,35		2 547,44		-247	-9,69
Salaires et traitements	116 295,97		123 058,06		-6 763	-5,49
Charges sociales	22 356,62		31 046,10		-8 690	-27,98
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	12 478,21		9 023,51		3 455	38,29
Autres charges	4,52		4,05			0,00
Total des charges d'exploitation (II)	444 605,94		429 661,88		14 944	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	34 910,80		13 229,38		21 681	163,89
PRODUITS FINANCIERS:						
Autres intérêts et produits assimilés	2 820,38		1 143,42		1 677	146,72
Total des produits financiers (III)	2 820,38		1 143,42		1 677	146,72
CHARGES FINANCIERES:						
Total des charges financières (IV)						
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 820,38		1 143,42		1 677	146,72
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	37 731,18		14 372,80		23 359	162,53
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion			6 094,50		-6 094	-100,00
Sur opérations en capital			1,00		-1	-100,00
Total des produits exceptionnels (V)			6 095,50		-6 095	-100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion	5 391,50				5 391	N/S
Total des charges exceptionnelles (VI)	5 391,50				5 391	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-5 391,50		6 095,50		-11 486	-188,44
Impôts sur les bénéfices (VIII)	196,00		113,00		83	73,45
Total des produits (I + III + V)	482 337,12		450 130,18		32 207	7,16
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	450 193,44		429 774,88		20 419	4,75

Période du 01/09/2022 au 31/08/2023

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)

Exercice clos le
31/08/2023
(12 mois)Exercice précédent
31/08/2022
(12 mois)Variation
absolue
(12 mois)

%

EXCEDENT OU DEFICIT**32 143,68****20 355,30****11 788**

57,91

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

PRODUITS :

Dons en nature

Prestations en nature

Bénévolat

31 813,00

30 566,00

TOTAL**31 813,00****30 566,00****CHARGES :**

Secours en nature

Mise à disposition gratuite de biens et services

Prestations

Personnel bénévole

31 813,00

30 566,00

TOTAL**31 813,00****30 566,00**

Préambule

L'association a pour vocation de favoriser l'autonomie et l'épanouissement des personnes, la créativité, le dépassement de soi, de permettre à tous d'accéder à l'éducation et à la culture, afin que chacun participe à la construction d'une société plus solidaire.

L'exercice social clos le 31/08/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 454 035,36 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 32 143,68 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 22/12/2023 par les dirigeants.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Pour exercer son activité, l'association bénéficie de la mise à disposition par la Mairie de plusieurs locaux situés à Blagnac, principalement au 2 rue de la Croix Blanche et au 5 impasse des Alouettes, mais également d'une maison au Chemin du Moulin de Naudin, d'une salle à Odyssud et de l'espace Cyberbase à la Maison de l'emploi.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire 3 ans
Brevets	
Agencements, aménagements des terrains	
Constructions	
Agencement des constructions	Linéaire 3 à 5 ans
Matériel et outillage industriels	

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

Agencements, aménagements, installations	<i>Linéaire 5 à 10 ans</i>
Matériel de transport	
Matériel de bureau et informatique	<i>Linéaire 3 ans</i>
Mobilier	<i>Linéaire 4 à 5 ans</i>

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.4 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Compte tenu des caractéristiques de la structure et des hypothèses actuarielles retenues, soit principalement un taux d'actualisation de 3,80 %, le total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière s'élève au 31/08/2023 à 6501 Euros. Cet engagement a été comptabilisé.

2.2.6 - Contributions volontaires :

Afin de respecter le Règlement comptable CRC 2018-06, l'association a mis en place un suivi pour évaluer les contributions volontaires. Le total des heures décomptées s'élève à 1464 H, dont 629 H pour le Président et la Trésorière et 262 H pour les intervenants. Ces heures ont été valorisées sur la base de la rémunération de salariés qui auraient été embauchés pour des postes équivalents, c'est-à-dire en prenant en compte le salaire brut et les charges sociales patronales. L'estimation des contributions volontaires de l'exercice 2022/2023 s'élève à 31 813 Euros.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	798			798
Immobilisations corporelles	96 356	30 658		127 014
Immobilisations financières	15			15
TOTAL	97 169	30 658		127 827

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	798			798
TOTAL I	798			798
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	64 024	11 836		75 860
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	3 775	412		4 187
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	12 104	41		12 145
Emballage récupérables et divers	5 291	189		5 480
TOTAL II	85 194	12 478		97 672
TOTAL GENERAL (I+II)	85 992	12 478		98 470

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers			
Autres créances			
Charges constatées d'avance	4 326	4 326	
TOTAL	4 326	4 326	

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)**3.4 - Etat des produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	24 738
TOTAL	24 738

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	292 838	20 355			313 194
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	20 355		32 144	20 355	32 144
Dont générosité du public					
Situation nette	313 194	20 355	32 144	20 355	345 337
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	313 194	20 355	32 144	20 355	345 337
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires	7 247		746	6 501
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	7 247		746	6 501
TOTAL GENERAL (I+II)	7 247		746	6 501
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			746	
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	19	19		
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	33 404	33 404		
Dettes fiscales & sociales	9 112	9 112		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	59 663	59 663		
TOTAL	102 197	102 197		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.4 - Charges à payer par poste de bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	19
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	24 433
Dettes fiscales & sociales	5 878
Autres dettes	
TOTAL	30 330

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés

Une convention pluriannuelle d'objectifs a été conclue le 8 mars 2021 avec la Mairie de Blagnac pour la période de 3 ans suivante : 1er janvier 2021 - 31 décembre 2023. En vertu de cette convention et des avenants pour 2022 et 2023, la Mairie de Blagnac accorde à la MJC :

- pour l'année civile 2022 une subvention égale à 290 700 Euros se répartissant ainsi :
 - . versement financier de 255 750 Euros pour le fonctionnement de l'association
 - . mise à disposition de personnel, pour un montant de 35 000 Euros
- pour l'année civile 2023 une subvention égale à 290 700 Euros se répartissant ainsi :
 - . versement financier de 255 700 Euros pour le fonctionnement de l'association
 - . mise à disposition de personnel, pour un montant de 35 000 Euros

Ces subventions ont été comptabilisées prorata temporis, dans le respect du principe d'engagement.

5.2 - Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
Mairie de Blagnac	Fonctionnement	255 700	255 700		59 663	59 663
	Mise à disposit.	35 000	35 000			
Département	Fonctionnement	6 195	6 195	915		
Région FABLAB	Fonctionnement	37 075	37 844	13 300		
Divers FABLAB	Fonctionnement	15 575	17 200			2 374
Divers	Fonctionnement	300		300		
TOTAL		349 845	351 939	14 515	59 663	62 037

Eléments significatifs ou importants

6 - Autres informations